

# Les églises battent la campagne

**PATRIMOINE** Devant des édifices anciens et coûteux, les maires sont partagés entre sauvegarder un patrimoine ou le raser. Un choix qui suscite des passions locales.



**C**omme au bon vieux temps de Don Camillo, le sort des églises continue de rythmer la vie des villages. Depuis 1905, les mairies ont la main sur le patrimoine culturel, du moins celui construit avant cette date. Lieux de culte et de mémoire pour les uns, lourde charge financière pour les autres, son sort n'est jamais simple à trancher et s'invite, ici ou là, dans la campagne municipale. Faut-il détruire une église lorsqu'elle tombe en ruine et que les places de parking manquent ? Et est-ce « raisonnable » de consacrer la moitié d'un budget municipal à un seul édifice, alors qu'il est déserté par les habitants ? Les bagarres, lorsqu'il y en a, dépassent souvent le clivage droite-gauche. En 1981, François Mitterrand n'avait-il pas posé devant une église, symbole de la France éternelle et de sa « force tranquille ? »

**CLAIRE BOMMELAER**  
cbommelaer@lefigaro.fr

En novembre 2010, la municipalité de Sainte-Gemmes-d'Andigné, 1500 habitants, en Maine-et-Loire, décide de raser l'imposante église, datant du XIX<sup>e</sup> siècle, afin de laisser la place à un nouveau projet d'urbanisme. Il est prévu d'en reconstruire une autre, plus petite. La destruction est dûment votée et suscite l'adhésion du curé, qui voit dans un bâtiment moderne l'occasion d'attirer les jeunes générations. Commence alors une polémique et une course contre la montre pour la faire classer par l'État. Ce qui a été fait, à l'automne dernier. « Cette affaire a divisé mais aussi soudé une partie de la ville », affirme Benoît Patier, dirigeant d'un institut universitaire qui vient d'annoncer qu'il se présente aux municipales. Une liste pour défendre un clocher ? Le motif politique paraît a priori un peu court. Mais derrière la démarche de Benoît Patier et de ses colistiers se niche une kyrielle de réflexions : la volonté de garder un monde chrétien dans une région pratiquante, la lutte contre la suppression de « repères », la défense du pa-

trimoine et de l'histoire. « Ce clocher est inscrit dans la mémoire des habitants », juge Benoît Patier. Le maire actuel, qui refuse de s'exprimer, l'a compris à ses dépens : les télévisions de « la France entière » ont débarqué en pleine polémique sur l'avenir de Sainte-Gemmes-d'Andigné. « Le paradoxe, en ces temps de sécularisation, est que l'opinion est sciemment mise à bas », explique-t-on à la Conférence des évêques.

## Reconvertir pour survivre

Début 2013, le maire PS d'Abbeville, dans la Somme, a procédé à la destruction de l'église Saint-Jacques, présentée comme insalubre. Lui aussi a eu les « honneurs » du journal télévisé de Jean-Pierre Pernaut et de bien d'autres. Aujourd'hui, il revendique sa décision et promet un square à la place. À Bar-sur-Aube (5550 habitants), près de Troyes, le sort de Saint-Maclou alimente aussi les passions locales. Comme partout, l'emploi et la sécurité tiennent le haut du pavé dans

les discussions. Mais le maire actuel, René Gaudot (PRG), se veut pragmatique : « L'église est fermée depuis 1955, son étayage nous coûte des centaines de milliers d'euros et sa remise en état représenterait au moins 4 millions. » Elle a donc été mise en vente pour un euro symbolique. Derrière le maire, les commerçants, qui veulent des places de parking, une association de sauvegarde du patrimoine. René Gaudot a convoqué un « investisseur » le 28 février devant le conseil municipal et a décidé de jouer son va-tout. L'opposition s'en étrangle en silence : elle sait qu'elle aurait aussi du mal à trouver les millions nécessaires à la survie du bâtiment.

« Partout, l'argent manque, mais, souvent, on peut en trouver si on en a au moins la volonté politique », juge l'Observatoire du patrimoine religieux. Reste la question de la reconversion par les fidèles d'une partie des églises désaffectées – grâce à des expositions d'art contemporain, des concerts ou des visites touristiques – si l'on veut les conserver coûte que coûte. ■

## Les édifices parisiens tirent le diable par la queue

Les églises de Paris sont-elles menacées de ruine ? Depuis 1905, la Ville de Paris est à la tête d'un patrimoine culturel fabuleux (96 édifices, dont 9 temples, 2 synagogues et 85 églises), dans lequel des bâtiments classés et décorés par de grands artistes côtoient des sanctuaires modestes. L'immense majorité d'entre eux sont anciens, et donc fragiles, voire très dégradés. Tout comme les châteaux, ce sont des gouffres financiers difficiles à entretenir correctement.

Au top 10 des belles églises dont l'état est douteux, on trouve des joyaux comme Saint-Augustin, la Madeleine, Saint-Eustache, Saint-Sulpice, Notre-Dame-de-Lorette, Saint-Merri ou Saint-Séverin. À Saint-Philippe-du-Roule, un énorme échafaudage a été installé pour empêcher la pluie de tomber à l'intérieur. La coupole de Saint-Augustin est recouverte d'un filet, et il manque deux évangélistes peints. Les fresques de Saint-Merri, peintes par des élèves d'Ingres, sont presque invisibles alors qu'elles sont classées. Et les vibrations du métro font bouger les fondations de la Madeleine. « Ici aussi, les fresques s'écaillent à



Les fresques de Notre-Dame-de-Lorette s'écaillent à cause d'infiltrations.

cause des infiltrations, et elles pourraient disparaître d'ici à quatre ans », témoigne le père Thibault Verny, curé de Notre-Dame-de-Lorette, qui estime qu'il faudrait 800 000 euros pour restaurer la coupole et deux des chapelles.

Dans son malheur, Notre-Dame-de-Lorette est relativement chanceuse : une association de sauvegarde veille à

son chevet. Et le World Monument Fund, organisme privé dont le but est de restaurer le patrimoine prestigieux, l'a inscrite sur sa liste annuelle des monuments en danger, attirant ainsi les regards internationaux.

« Et pour les autres ? En douze ans, la mairie de Paris a laissé filer les choses, préférant financer le stade Jean-Bouin ou la Gaité Lyrique », dénonce Maxime

Cumunel, porte-parole de l'Observatoire du patrimoine religieux. « Tout est une question de priorité lorsque l'on est à la tête d'un budget de 8 milliards d'euros. » La gauche contre l'Église, comme au temps de Don Camillo ? Piquée au vif, la Mairie de Paris a fait savoir qu'il était « particulièrement faux de présenter les églises comme dans un état de délabrement, plus encore de parler d'un budget en baisse ».

## Atouts touristiques

Lors des deux mandatures socialistes, 150 millions d'euros ont été consacrés aux édifices culturels. Une trentaine de restaurations de toiture, et autant de façades, ont été faites, dont les travaux spectaculaires de la tour nord de Saint-Sulpice (28 millions d'euros) ou la réfection de la tour Saint-Jacques. Entre 1990 et 2001, la droite avait lancé un plan de sauvegarde des églises sur plusieurs années d'un montant comparable. Mais il n'a pas été achevé.

Aujourd'hui, il y a urgence. Outre les fidèles qui doivent pouvoir pratiquer leur culte, Paris reçoit 28 millions de touristes chaque année qui déambulent dans les églises parisiennes. C'est aussi en leur nom qu'Anne Hidalgo, candidate à la mairie de Paris, a promis d'amplifier « la restauration de notre patrimoine civil et religieux, symbole de notre histoire et de notre mémoire ». Mieux vaut tard que jamais... ■ **C. B.**

## Dégradations, tags et injures s'invitent sur les lieux de culte

Dans la nuit de mardi à mercredi, une partie des murs de l'église Saint-Jean-Baptiste de Belleville a été recouverte d'inscriptions injurieuses à l'égard du curé. Nommé il y a un an et demi, ce dernier a déjà déposé plusieurs plaintes pour des faits similaires et se dit aujourd'hui « exaspéré par le climat qui règne dans le quartier », lui qui essaie « d'apporter de la paix et de l'espérance ». Bertrand Delanoë, maire socialiste de Paris,

a publiquement condamné « des insultes traînant la lâcheté et la bêtise de leurs auteurs ». Depuis, une enquête de police a été ouverte. Mais les incivilités et les tags haineux sont monnaie courante sur les édifices religieux qui ne sont pas gardés la nuit. Le lendemain, la mosquée Philippe-Grenier, à Pontarlier, dans le Doubs, a été profanée, des croix gammées ont été taguées sur ses murs.

Selon la police et la gendarmerie nationale, ce type d'agressions a crû entre 2010 et 2013, pour atteindre le chiffre de 703 l'an dernier. La majorité de ces dégradations concerne des lieux de cultes catholiques, mais, en proportion, synagogues et mosquées sont nettement plus frappées. En général, les mairies condamnent les faits, les font effacer, mais peinent à en trouver l'origine. **C. B.**

À Sainte-Gemmes-d'Andigné (49), l'église (à gauche) a échappé de justesse à un projet de destruction voté en 2010. À Bar-sur-Aube (10), Saint-Maclou (ci-dessous) a été mis en vente pour un euro symbolique.  
MEYER/AFP ET JOLYOT/ANDIAFR

100 000

C'est le nombre d'édifices religieux en France, dont 90 000 au moins sont ou étaient catholiques (cathédrales, chapelles, églises...)

45 000

églises émaillent la France, dont 40 000 environ appartiennent aux 36 683 communes, et 5 000 aux diocèses. En théorie, toute église paroissiale construite avant 1905 est la propriété de la commune et celles construites après des diocèses, mais il y a des exceptions.

87

des 154 cathédrales appartiennent à l'État, comme des milliers de bâtiments, tels des chapelles d'hôpitaux, de prisons et d'écoles parmi lesquelles l'abbaye du Mont-Saint-Michel et la Sainte-Chapelle à Paris.

Le paradoxe, en ces temps de sécularisation, est que l'opinion est désormais choquée lorsqu'un édifice est sciemment mis à bas

UN MEMBRE DE LA CONFÉRENCE DES EVÊQUES

